

**Problèmes soulevés par la [note de service n° 2014-044 du 24-3-2014](#)  
relative à l'organisation de l'épreuve d'ECE de Physique-Chimie et de Sciences de  
la vie et de la Terre - session de juin 2014**

Le SNES-FSU rappelle en préalable son opposition aux épreuves reposant sur une organisation locale, que ce soit l'ECE ou plus récemment l'oral de LV, parce qu'elles remettent en cause le caractère national du baccalauréat (rupture d'égalité entre les candidats), et parce qu'elles sont source d'une charge de travail importante dont la rémunération n'est pas prévue. Cependant, l'ECE a le mérite de valoriser les travaux pratiques en sciences expérimentales. Vous trouverez ci-dessous notre analyse et nos propositions quant à la circulaire 2014.

**Point positif** : le rappel de la responsabilité des chefs d'établissement, chefs de centres, dans l'organisation de l'épreuve.

**Problèmes pratiques**

- calendrier intenable :
  - o la communication des sujets seulement 4 semaines à l'avance provoque d'importantes difficultés de commande de produits, de vérification (et correction) de la présence d'éventuelles erreurs, d'adaptation des sujets aux spécificités des établissements, en particulier pour les établissements français à l'étranger ;
  - o cette situation sera aggravée dans la zone 3 du fait de la fin des vacances le 11 mai et de la fermeture des établissements nécessaire pour les écrits du baccalauréat ;
  - o la communication une seule semaine à l'avance des barèmes de correction pourra mettre en difficulté les collègues correcteurs qui assurent aussi leurs cours durant cette période : ceux-ci n'enseignent pas tous en classe de Terminale et ce délai est vraiment très court pour s'approprier correctement une procédure d'évaluation complexe ;
  
- conditions de sécurité vis à vis des sujets excessivement contraignantes :
  - o consultation et concertation des collègues : la communication dans une salle sécurisée avec interdiction d'échanges entre collègues, et *a fortiori* avec le personnel technique de laboratoire, curieusement absents du texte, est irréaliste, à moins d'envisager une banalisation des cours d'une ou plusieurs demi-journées ; la spécificité de cette épreuve (expérimentale) nécessite de vérifier matériels et produits *in situ* dans les labos de science, en compagnie des techniciens qui auront un travail important de préparation à effectuer ;
  - o impossibilité de tester à l'avance, avec le matériel disponible des établissements, les situations d'évaluation retenues, ainsi que, pour la PC, l'impossibilité d'élaborer les tableaux de résultats ou graphiques traditionnellement proposés aux candidats en difficulté avec le dispositif expérimental ;
  - o la situation est paradoxale et inéquitable : les journées de passation des épreuves n'étant pas fixées nationalement, de nombreuses informations circulent sur les réseaux numériques dès les premières sorties des sujets, via le témoignage des élèves ;
  - o le texte fait émerger un réel sentiment de suspicion de la part de l'administration vis à vis des collègues quant à la fraude sur la divulgation des sujets, suspicion très mal perçue.

**Situations d'évaluations** : en SVT, la liste des situations d'évaluation, très détaillée en comparaison des capacités/attitudes présentes dans les programmes, arrive très tardivement par rapport à la date des épreuves.

**Propositions d'aménagements pour la session 2014**

- report de l'application de cette note de service et nécessité d'une réécriture pour l'année prochaine ;
- extension sensible des délais de communication de l'ensemble des situations d'évaluation ainsi que des éléments de notation ;
- assouplissement des conditions de communication des sujets : suppression de la notion de "salle sécurisée", de "l'interdiction de communiquer (...) et d'échanger", "destruction systématique des documents après usage", autorisation de communication du CD au coordonnateur de la discipline ;
- introduction dans le texte du rôle fondamental des personnels techniques de laboratoire ;
- publication sur Eduscol de l'ensemble de la banque de sujets, conformément à l'esprit de l'épreuve, ce qui découragera les fraudes ;
- introduction d'un cadrage national sur les dates des épreuves (sur une journée ou au moins une seule semaine).